



Paris, le 04 Décembre 2018

Compte rendu du petit-déjeuner débat du 4 décembre 2018
Avec l'intervention du général d'armée (2s) Denis Mercier
Sur le thème
« OTAN et UE, deux organisations liées par un destin européen commun »

RÉSUMÉ

- la complémentarité UE-OTAN n'est pas une finalité en soi. Que cherchons nous?
Il faut définir les fins, les chemins, les moyens
- Il faut admettre la "*Complexité du XXIème siècle*". Cela implique :
 - *une veille globale*,
 - des "*écosystèmes*" robustes, résilients, agiles,
 - de prendre "les données" et "le capital humain" comme deux ressources stratégiques.
- Le Sommet de Varsovie a été une inflexion majeure, avec trois conditions approuvées par UE et OTAN :
 - pas d'armée européenne,
 - pas de duplication de structures de commandement,
 - la défense collective, c'est l'OTAN.
- Recentrage OTAN → sur la sécurité collective, la réactivité, la capacité à la haute-intensité
- Opportunité pour l'UE → sur la gestion de crise
- L'UE doit d'abord être capable de mener de "petites" opérations extérieures, avec toutes les composantes, sans aucun apport extérieur.
- Les normes sont essentielles. L'UE devrait s'intéresser à la Federated Mission Networking (FMN).
- L'Interopérabilité UE-OTAN doit être technique et humaine mais surtout Politique
- .



Une chose me tient à cœur avant tout. Qu'est-ce qu'on cherche à faire? Quels sont les buts? La complémentarité n'est pas une fin en soi. Ce qui me semble important est d'utiliser et d'optimiser toutes les ressources et initiatives possibles, pour gérer un aspect fondamental qui est la "**complexité du XXIème siècle**".

Nous sommes vraiment aujourd'hui devant une situation complètement différente de ce que nous avons connu avant. Cette complexité, ce sont des types d'acteurs très différents, des paramètres multiples et très imbriqués, des situations qui ne cesseront de nous surprendre, ce sont des interactions avec des éléments environnementaux, des hommes et des groupes nouveaux... Ce sont énormément de paramètres qu'on ne peut plus gérer et des situations qu'il faut traiter, en conduite, sans avoir ni le temps ni même de "**certitudes**" sur des probabilités d'atteindre l'effet recherché.

Certaines grandes entreprises ont transformé cette complexité en opportunités, avec quelques grands principes :

- nécessité d'avoir une "**veille globale**" sur ce qui se passe dans le monde ; une veille technologique bien sûr, mais pas seulement ; il faut une veille sur l'environnement, sur les grandes questions humaines, politiques, les grandes organisations internationales ; il faut une veille économique, particulièrement aujourd'hui où des signes inquiétants annoncent une possible crise majeure ;
- cette veille doit associer un grand nombre d'acteurs ; aucune organisation, aucun pays, aucune personne ne saurait prétendre avoir seule les clés du succès ; aujourd'hui les grands succès reposent sur des "**écosystèmes**" et sur la capacité à former des partenariats avec, en particulier, des interlocuteurs qui ne sont pas les partenaires habituels ou "évidents" ;
- cette "**complexité**" engendrera des "surprises" et il est illusoire de croire qu'on pourrait toutes les prévoir ou les anticiper ; il faut donc penser et construire des écosystèmes **robustes** et **résilients** :
 - il faut savoir, il faut apprendre à "être surpris",
 - il faut savoir, il faut apprendre à "se remettre de la surprise".
- dans ce nouveau monde de complexité, la rapidité compte :
 - il faut savoir, il faut apprendre à "accélérer" quand cela est nécessaire,
 - il faut savoir, il faut apprendre à "**être agile**".
- il y a deux ressources stratégiques :
 - la "**donnée**",
 - le "**capital humain**".

Ce sont bien les interactions entre les données et les hommes qui conditionnent aujourd'hui les organisations.

Revenons sur "veille globale" et complémentarité UE-OTAN. L'avantage est que nous avons des Etats membres qui appartiennent aux deux institutions, mais en même temps des membres spécifiques dans chacune. Dans l'OTAN, en particulier, sont autour de la table USA et Turquie.

Avec les USA, ce n'est pas toujours facile, nous l'avons vu au sommet de Bruxelles en juillet.

Sans la présence de la Turquie dans l'OTAN nous pourrions avoir de grandes craintes et difficultés à communiquer avec elle au bon niveau en matière de défense et de sécurité.

Les écosystèmes sont constitués de trois piliers :

- le pilier **Structures** (OTAN, UE, UA, OSCE, ONU... et autres),
- le pilier **Hommes** (Experts, spécialistes...),
- le pilier **Relationnel** pour construire un avenir commun, avec une volonté commune d'avancer.

Cette dynamique avait été initiée pour le couple UE-OTAN. Mais notons que le sommet de Varsovie fut une inflexion majeure. La déclaration conjointe a fixé des domaines pour aller plus loin. Jusque-là, des



coopérations existaient, mais quand on montait au niveau politique, les dossiers se compliquaient. Désormais, sur des sujets listés dans cette déclaration commune, le "Politique" donne un blanc-seing pour aller plus avant dans la coopération. Après Varsovie, en tant que SACT, je pouvais parler à la Commission, à l'AED beaucoup plus facilement. C'est le 3^{ème} pilier, le *Relationnel*.

A Varsovie, trois conditions ont été approuvées par les deux organisations.

- Il n'y aura pas d'armée européenne,
- Il n'y aura pas de duplication de structures de commandement,
- La défense collective, c'est l'OTAN.

Historiquement, trois missions ont été confiées à l'OTAN :

- La **défense collective** (durant la guerre froide),
- La **coopération** en matière de sécurité (après la chute du Mur),
- La **gestion de crises** (Afghanistan...).

L'OTAN est censée pouvoir gérer les trois de front, mais peut-être que les actualités post 1991 avaient fait diminuer les fondamentaux en terme de défense collective. Cela a été corrigé depuis la crise ukrainienne.

Le sommet de Varsovie est le sommet historique de ces dernières années. Il a entériné des mesures pour le renforcement de la réactivité, il a recentré l'OTAN sur ces 3 missions, il a reconnu la complexité.

La réactivité ne se mesure pas seulement en termes militaires mais également en termes politiques.

On l'observe notamment dans les exercices (80% de défense collective, 20% de gestion de crises).

Dans l'OTAN, il y a un processus à 29, tous les 4 ans, qui marche bien, le NATO Defence Planning Process, qui se décline en :

- une directive politique,
- traduite en besoins militaires,
- suivie par une évaluation des capacités militaires des pays de l'OTAN,
- puis par un rebouclage vers les nations pour intégrer tel ou tel item dans les lois de programmation.

Il y a un **recentrage OTAN sur la sécurité collective**, sur la réactivité, sur la capacité à faire de la haute-intensité. Cela induit un problème, mais aussi **une opportunité**. Les nations disaient "comment, maintenant, allons-nous nous préparer à la gestion de crises?" Ce que nous proposons et organisons, au niveau de ACT', était que, puisque l'OTAN prenait la Défense collective, alors les nations devaient prendre la gestion de crises.

Il y a là une excellente chance à saisir pour l'UE et pour la coopération entre les deux organisations. Commençons d'abord par des missions réalisables, des "petites" opérations extérieures qui seraient menées par l'UE, mais avec toutes les composantes.

En termes de réactivité, une des clés, est de savoir :

- Où? Où sont quelles forces?
- Quoi? Quels sont leurs niveaux de préparation?
- Combien?

Aujourd'hui l'OTAN ne fait pas cela. Elle a un système de génération de forces, terrestres, navales, aériennes. Ce sont des forces en alerte, avec plusieurs niveaux. Un pays se porte volontaire, on l'entraîne, le "certifie"... Il prend l'alerte pendant une année... et puis on perd tout ce qui a été fait. Cela induit des efforts et des pertes. D'une certaine façon, et en forme de boutade, nous avons l'habitude de dire que SACEUR avait une meilleure vision sur ses ennemis éventuels que sur ses partenaires.

Une autre façon de faire pourrait être d'avoir des pays qui échangent des données pour permettre une vraie vision de ce qui est disponible à un certain moment pour que le chef militaire puisse en faire l'emploi si le "Politique" lui en confie la mission.

Comparons avec ce qui se passe aux États-Unis : comment le chef d'état-major interarmées sait-il ce dont il dispose pour répondre à un besoin du président? Les Américains ont développé un projet assez avancé, qui vise à croiser les bases de données des armées et les autres bases de données civiles afin que des algorithmes



d'intelligence artificielle élaborent des scénarii. "Pour tel type de crise, voici les forces disponibles, les contraintes et les moyens logistiques... Voilà, d'emblée, mes déficiences..."

Comme SACT j'ai présenté, dans le cadre du volet innovation, ce projet pour l'OTAN et il a été accepté par les 29 pays. Celui-ci impose de partager des données sensibles et donc à ce stade il faut que le Conseil de l'OTAN ait reconnu la situation de crise comme un conflit dans son périmètre. Au niveau de l'UE, avec un noyau de pays qui le veulent, nous pourrions faire de même.

Mon état-major travaillait également beaucoup sur la façon d'utiliser des centres d'excellence, développés pour la plupart dans l'OTAN, au profit des deux organisations. Il y a de ces centres sur le Cyber, sur les IED, sur des questions maritimes, aériennes, terrestres.

Ces centres, même quand ils ont des accréditations, OTAN, UE, restent le plus souvent des centres nationaux ou multinationaux. Ils ne sont pas sous commandement OTAN. Ils restent sous commandement national et ils pourraient être utilisés pour de la coordination de ce qu'on ne fait pas autrement.

Dans le même ordre d'idée, nous voulions tester ce qui se fait en matière de doctrine, qui vient de résolutions ONU, pour la protection des civils, des enfants, dans les opérations. Nous voulions les tester entre UE et OTAN. Mais une difficulté vient de ce que, si lors d'un exercice OTAN, vous annoncez que vous allez y inviter UE, ONU, cela devient vite compliqué.

Nous avons eu l'idée d'utiliser "Viking", un exercice majeur organisé tous les trois ans, exercice de gestion de crises, qui se faisait en Suède, pays partenaire OTAN et membre de l'UE. Comme SACT, j'ai dit à la Suède d'inviter à l'exercice OTAN, UE, ONU, à haut niveau, pour faire de la coopération, pour tester gestion de crise, protection des civils... Mais il faut le faire au niveau national. Les freins ont été dépassés et cela a très bien marché. **Je crois beaucoup ainsi aux initiatives nationales.**

Les questions de normes sont aussi très importantes.

Les normes UE et OTAN sont complémentaires. L'UE va développer des normes, pour la circulation par exemple, je pense à "ciel unique". L'OTAN développe des normes opérationnelles. Il ne sert à rien de les dupliquer. Par exemple, l'OTAN a développé une norme intitulée Federated Mission Networking (FMN), qui doit permettre de déployer des systèmes, qui demeurent tous souverains. La norme n'impose ni un moule, ni des systèmes, mais elle permet l'interconnexion. C'est une structure d'accueil. Le principe a été "renversé" par rapport à ce qui se faisait dans le passé. Les systèmes restent nationaux et c'est à l'interface au niveau du "plug" qu'on fera la *traduction* du signal et du protocole entre "l'émetteur" et le "récepteur". Pour cette norme FMN, c'est ACT qui « tient le crayon » et même un personnel de la DGA à Norfolk. Les Américains, eux-mêmes, ont accepté de rentrer leur norme dans cette FMN. Cette norme est itérative, elle est ouverte, elle est "universelle". ACT a invité l'UE à venir, qui a accepté. La Nouvelle-Zélande (ni UE, ni OTAN) nous a rejoints...

Il y a un vrai sujet pour le franchissement de frontières avec des matériels armés, c'est un frein à la réactivité. Voilà un dossier sur lequel on peut associer UE-OTAN pour aller plus loin et faciliter, assouplir.

Un mot sur l'interopérabilité, qui a deux volets :

- Un technique
- Un humain

Il faut avoir des systèmes capables de se parler, des munitions et des carburants compatibles.

Il faut avoir des doctrines et des procédures permettant de travailler ensemble...

Les systèmes qui arrivent sont, seront plus autonomes, avec de l'intelligence artificielle pour prendre un certain nombre de décisions...

➔ **L'interopérabilité deviendra essentiellement politique** : UE-OTAN devront se parler mieux.

L'UE devra définir, préciser les valeurs et l'éthique qui sont les siennes, pour savoir et pouvoir parler aux Américains. On ne peut se contenter de normes techniques et humaines pour que des professionnels travaillent ensemble, il faut travailler pour rendre compatibles les acceptations politiques et éthiques des nations membres. Je vous remercie de votre attention.



QUESTIONS/RÉPONSES

[Q01] Quid de l'IEI?

[D. M]

Cette initiative, comme souvent les initiatives politiques, est arrivée trop rapidement. Dans le même temps les Allemands avaient initié quelque chose de semblable intitulé le Framework Nation Concept (FNC).

L'Allemagne, comme le fait l'immense majorité des membres, avait commencé par mûrir et proposer son concept dans l'OTAN avant de le présenter à l'UE. Notre pays choisit souvent le chemin inverse, ce qui crée des tensions et des incompréhensions.

Mais l'IEI s'inscrit parfaitement dans le cadre d'une OTAN qui se recentre sur la sécurité collective et qui ouvre la possibilité à l'UE de prendre ses responsabilités dans la gestion de crises...

L'explication fut peut-être insuffisante. Quelle complémentarité UE-OTAN? Avec quels pays?

Pour crédibiliser une initiative, il faut la tester par des exercices. Or, la France n'a pas organisé d'exercices depuis bien longtemps. Les Armées peuvent répondre qu'elles sont très engagées... mais alors nos idées sont dévalorisées.

[Q02] Vous avez rappelé le Sommet de Varsovie et ses trois conditions. Or nous avons un Président français et une Chancelière qui viennent de déclarer à nouveau que leur objectif était l'armée européenne. Mr JUNCKER avait dit la même chose il y a deux ans. Évidemment, nous n'aurons pas une armée européenne demain, mais cela doit-il rester un objectif ou pas?

Que penser du poids des USA dans l'OTAN alors que les intérêts Européens et Américains, même les plus importants, tendent à se dissocier ?

[Q03] Que peut-on penser du concept de défense européenne ?

[Q04] Pour ceux qui auraient encore un doute sur l'intérêt d'avoir un commandement suprême dans une organisation comme l'OTAN, vous venez de démontrer le rôle, la place, l'intérêt qu'un commandeur digne de ce nom tient sur l'échiquier politique et militaire. On ne peut que souhaiter que la France mesure à sa juste valeur l'intérêt de ce poste et y accorde l'attention nécessaire sur ce qu'elle peut en faire.

Ma question a trait aux menaces d'aujourd'hui et aux stratégies dites hybrides. Elles nous entraînent dans de nouvelles dimensions, en particulier le numérique. L'OTAN est positionnée là-dessus, en particulier le cyber. Qu'en pensez vous?

[D. M]

Sur le lien entre l'OTAN et les États-Unis : pendant trois ans j'ai beaucoup voyagé. J'ai entendu en Europe que le poids des USA est trop important dans l'OTAN, surtout dans des pays du Sud de l'Europe. Mais au Pentagone et à la Maison Blanche, quelques personnes seulement connaissaient l'OTAN. Il y a une influence américaine, parce que c'est un grand pays. On la trouve ailleurs, au G20... C'est l'organisation du Monde actuel. Cela ne concerne pas seulement l'OTAN.

Armée européenne : A nouveau, quels sont les fins, les chemins, les moyens? (ends, ways, means)

La fin ne peut pas être de "faire une armée européenne". Je vois là une grande différence entre les deux organisations. L'OTAN repose sur le traité de Washington et connaît des actualisations régulières via des formalisations de "concepts stratégiques". Le dernier document date de 2010. Certaines des hypothèses qui avaient prévalu à sa rédaction ne sont aujourd'hui plus valides certes, mais l'ensemble est toujours applicable. De plus, tous les quatre ans, l'OTAN définit un objectif politique : "Nous 29 pays membres, voilà ce que politiquement nous voulons être capables de faire ensemble!". Cette volonté politique sur la partie défense n'existe pas pour l'UE.



Dans l'OTAN, cette clarté d'un objectif politique partagé induit que les commandeurs stratégiques n'ont pas de filtres lorsqu'ils traduisent la directive politique en besoins militaires.

Le processus capacitaire de l'UE progresse doucement. Mais à ce stade il n'est pas capable de se traduire en vrais besoins militaires. Ainsi doit-on faire des présupposés et il en résulte un catalogue de forces génériques. Avant d'envisager l'armée européenne, la question est "veut-on se mettre d'accord sur un cadre politique?"

Il faut commencer par des choses raisonnables, atteignables, des petites opérations extérieures, mais pour lesquelles nous démontrerions que nous sommes capables, dans le cadre de l'UE, de gérer la totalité de la mission, sans être contraint pour tel ou tel brique de nous reposer sur l'OTAN. Pourrait-on au niveau européen conduire une opération de type Barkhane de A à Z?

L'UE peut se doter d'une capacité de planification et de conduite. Certes il a été dit à Varsovie "pas de duplication des systèmes de commandement". Mais, sans être trop ambitieux au départ, il faut essayer d'avancer pas à pas bien avant de parler d'armée, de défense européenne.

Il faut également développer des capacités du haut du spectre. Bien qu'on le demande à des nations européennes, à travers des processus OTAN, en pratique, on a du mal à dépasser les intentions.

D'ailleurs, certains pays européens se satisfont du poids américain dans l'OTAN.

Il faut partir d'un cadre politique. Il faut penser une armée du XXIème siècle et ne pas accoler seulement sur le papier des successions de forces, surtout si elles sont du XXème siècle.

UE-OTAN travaillent et coopèrent vraiment bien sur le cyber, et c'est nécessaire. Mais plus largement, il y a tout ce que j'appellerais l'environnement médias, l'influence, la guerre-électronique... Le domaine ne doit pas être limité au cyber stricto sensu, les menaces sont plus larges.

Cyber, Information, environnement... tout cela ouvre des champs d'affrontements. Sommes-nous en paix ou sommes-nous en guerre? Selon la réponse à cette question, on ouvre des portes, et y compris des capacités d'exception pour répondre aux menaces associées. En pratique, dans ces champs-là, nous ne sommes pas en paix. Parfois peut-être en guerre mais en tous cas en crise permanente parfois même avec nos alliés.

Les Russes maîtrisent très bien tout ce qui est justement l'environnement médias et tous les messages qu'on peut passer pour "téléguider" les canaux multiples de propagation d'information.

De notre côté, on a tardé à mettre en place des outils. Une start-up dans la Silicon Valley a mis au point des outils pour, sur la base de sources ouvertes, suivre une personne dans ses différents déplacements, grâce en particulier à la reconnaissance faciale. Cet outil existe dans le domaine civil, et nous militaires n'avons rien du tout.

Les Américains ont commencé avec des produits civils. L'OTAN a fait le pari qu'elle pourrait réussir sans passer par des circuits qui coutent des millions et prennent des années. L'outil lancé par ACT a été présenté lors de la démonstration faite en novembre. Je ne suis pas sûr que l'UE ait quelque chose de semblable mais voilà un sujet où nous gagnerions à travailler ensemble.

- Cela veut dire "big-data", "intelligence artificielle"
- Ce sera désormais la base des guerres hybrides.

[Q05] Vous connaissez les pressions des Américains pour vendre le F35. Vous savez qu'en Europe on étudie le SCAF... Dans les deux cas, il s'agit de systèmes et même de système de systèmes.

Le Meteor, avec une portée de 140kms, nécessite obligatoirement un système lanceur. Comment va-t-on opérer les deux systèmes? Comment, au-delà des intérêts stratégiques communs, se passera la concurrence. Les Britanniques parlent d'adapter le Meteor sur le F35...

[Q06] Nous avons des forces militaires qui travaillent à la défense collective, on peut s'en féliciter. Sur le plan politique c'est tout le contraire. Il est peu de dire qu'on peut avoir des interrogations sur le soutien de la puissance dominante au sein de l'OTAN. Parallèlement, on observe des "provocations" russes à des échelles très variées mais toujours juste en dessous du seuil d'intervention de l'OTAN : c'est fâcheux.

Au-delà de ce propos, provocateur, un peu, mais très amical, ma question est double : quel est l'impact de cette perte de leadership politique US dans l'OTAN, et, dans cette dissonance militaire & politique, peut-on vivre longtemps sur l'ambiguïté de la véritable raison d'être de cette organisation?



[Q07] Merci Mon général pour cette brillante présentation de nos deux organisations : raisons d'être, missions, perspectives... dans lesquelles nous devons inscrire notre communauté de destin. Ma question résonne avec notre actualité, elle montre la puissance des réseaux sociaux et leurs effets disruptifs. Comment voyez-vous des options pour "être plus intelligents" que les réseaux sociaux? Ceci dans les domaines de la réflexion, de l'action, des moyens, des méthodes...?

[D. M]

F35 : les premiers appareils arrivent en unités opérationnelles dans certains pays. Les Américains ont fait une erreur sur les façons dont cet appareil allait interagir avec d'autres. La première erreur fut interne car F35 et F22 ne savent pas se parler. Alors je reviens sur un de mes leitmotivs, le FMN, ce standard d'interopérabilité dont j'ai parlé. Dans le cas de l'ACCS, l'OTAN a imposé un système (américain) qui "descendait par le haut". Ce fut une catastrophe. Les technologies évoluant très vite, un système très complexe, étudié sur un horizon de quinze à vingt ans, est déjà obsolète quand il est mis en service et les mises à niveaux sont lourdes et coûteuses.

Avec FMN, chacun garde ses systèmes propres, nationaux... La norme permet à l'autorité intégratrice de penser et concevoir les "autoroutes" entre ces systèmes. Pour cela, ACT s'est inspiré de ce qu'a fait l'Estonie pour ses services publics. On ne duplique jamais les données et quand un "client" veut lire les données d'un "serveur" c'est à lui de les traduire dans la base du protocole normé par FMN. Pour prendre une analogie simple, c'est le fichier '.doc' qui est lisible aussi bien de Windows que d'Apple.

Le processus FMN est itératif. Nous avons commencé simplement. Tous les 6 mois il y a un brainstorming, un aux États-Unis, un en Europe, qui associe des opérateurs et l'industrie... On regarde quels sont les besoins apportés par les pays, on analyse l'état de l'art pour pouvoir progresser. On détermine alors la prochaine itération, tout en "rassurant" les nations par le fait qu'elles gardent leurs systèmes souverains.

Les itérations #1, #2, #3 et #4 ont été opérées. Aujourd'hui, on réfléchit à la #5 qui fait intervenir le Cloud.

Il y a trois ans, les Américains ont fait une expérimentation grandeur réelle sur l'appui aérien. Ils ont invité les pays, les industriels... On a étudié des systèmes dans la perspective d'une interopérabilité entre Air et Sol. Il y a deux ans, nous ACT, sommes allés dire que les États-Unis étaient partenaire FMN et qu'ils ne pouvaient donc pas développer leurs idées hors du FMN. Ils ont accepté et l'exercice conduit aux États-Unis l'an dernier avait pour thème central le FMN de l'OTAN, alors même qu'ils engageaient des F35 et affinaient leurs outils de close air support.

Mon message est : utilisons cela aussi entre Européens!!! Utilisons FMN, au sein de nos armées, avec nos industriels pour les systèmes de demain et soyons proactifs pour ne pas au final nous voir imposer des moyens autres que les nôtres.

Les standards, ce n'est bien-sûr pas attrayant, mais c'est essentiel. Il faut y être, il faut travailler, itérer. Je regrette que cela n'avance pas très vite, pas plus vite.

La crédibilité : quand j'ai pris mes fonctions de SACT, le Président américain était encore Mr OBAMA. Il était résolument tourné vers le Pacifique. S'il y a eu jamais une administration américaine qui se désintéressait de l'Europe, ce fut bien la sienne. L'Administration actuelle, avec bien-sûr un Président qui a son franc-parler, est beaucoup plus revenue vers l'Europe pour des raisons d'ailleurs multiples. Avec le sommet de Varsovie, Américains et Canadiens ont redéployé des forces armées, avec des unités mécanisées, en nombre, à la frontière de la Russie. Cela n'était plus arrivé depuis longtemps. Cela n'exclut pas néanmoins que les Européens ne prennent leurs responsabilités et ne développent également des capacités crédibles, jusque dans le haut du spectre et les moyens de haute intensité.

Les réseaux sociaux : Nous devons nous doter d'outils pour les utiliser et nous devons également les utiliser nous-mêmes. Un des premiers domaines où il nous faudrait les utiliser mieux et celui du recrutement de jeunes et de compétences un peu spécialisées. Il existe des plateformes très élaborées, comme LinkedIn, qui, à condition de payer bien-sûr, sont capables de cibler très finement par des recoupements multiples dans des bases de données très riches.

Il est essentiel également de bien comprendre la notion de "continuité numérique". Beaucoup font très souvent des simplifications, des confusions, des raccourcis. La continuité numérique, qu'est-ce que c'est?

- Qui a les données?
- Qui les stocke?



- Qui les utilise?
- Qui fait les algorithmes?
- Qui les distribue?

Il y a énormément d'étapes et d'acteurs, mais aussi beaucoup d'amalgames, de risques, d'opportunités. Refaire ce qui existe avec des années de retard me paraît une hérésie, en revanche il est important de voir où sont nos pépites, nos talents, de s'inscrire au bon endroit dans cette "continuité numérique" et de savoir promouvoir et défendre ce qui doit l'être, mais avec une compréhension permettant une bonne efficacité.

[Q08] Mon général, faut-il autoriser ou interdire le FED à l'industrie américaine? Cela doit-il être un principe ou doit-on faire du cas par cas?

[Q09] Il y a en ce qui concerne le "projet européen" un sujet relatif aux différentes appréciations des 27 membres, avec un bientôt "futur-ex-vingt-huitième" qui restera néanmoins dans le jeu. Quand j'entends parler d'une initiative qui permet de regrouper des pays volontaires, je me dis qu'il y en a au moins un ou deux de trop. Beaucoup rejoignent ces initiatives pour voir ce qui s'y passe, pour éventuellement les brider au cas où... mais qui contribuent peu et seront rarement décidés à agir. Quand l'exécutif crie victoire parce que l'IEI regroupe désormais neuf membres, je me dis que pour deux ou trois d'entre eux, nous pouvons avoir la certitude de ne pas pouvoir compter sur eux. Comment voyez-vous ces différentes motivations, implications, dans l'OTAN, l'UE? Que pensez-vous de la position turque?

[Q10] Mon général, comment voyez-vous la relation, dans l'OTAN, entre États-Unis et Grande-Bretagne? Comment évoluerait-elle selon les types et modalités du Brexit?

[Q11] Mon général, le Président MACRON et la Chancelière MERKEL agissent de concert pour essayer de relancer l'Europe de la Défense, la Défense européenne, appelons cela comme on veut. Comment depuis votre position à ACT avez-vous perçu l'évolution, ou non, de l'armée allemande sur cette question?

[D. M]

FED : mon sentiment, a priori, est « commençons entre Européens. Par la suite, nous verrons ». Les Américains font une grosse pression là-dessus. Mais il n'y a pas de raison. Une première étape me semble essentielle : comment va-t-on gérer les priorités? Il y a vingt-deux membres qui appartiennent aux deux organisations, il est important que les priorités ne diffèrent pas dans l'une ou dans l'autre. Maîtriser cela, ce sera déjà un beau challenge et qui sera de tous les instants.

L'IEI : je suis complètement d'accord avec vous.

Regardons comment ont procédé les Allemands pour leurs initiative Framework Network Concept (FNC). Ils ont compris une chose essentielle: pour lancer efficacement une initiative il faut ne pas être tout seul.

Ils ont préparé cela de façon remarquable, à l'allemande.

Ils ont présenté la chose avec un alignement total entre militaires et politiques.

Ils ont agrégé un tas de "*petits pays*".

Ils ont mis leur initiative dans l'OTAN d'abord, utilisable par l'UE.

"Je peux être nation cadre, j'agrège un certain nombre de pays..."

"Je suis ainsi capable d'offrir quelque chose de niveau division".

Accessoirement, ils incitaient à acheter des matériels allemands pour faciliter l'interopérabilité.

Les Allemands, avant d'arriver à une démarche Top-Down, avaient fait une démarche Bottom-Up extrêmement importante.

Nous avons fait exactement tout l'inverse avec l'IEI.

Initiative venue du Politique, d'en haut.

Surprise totale, y compris des militaires.

Initiative, seuls. On a tenté de raccrocher des membres a posteriori.



Et puis, il n'y a pas de vrai objectif derrière.

Nous avons une vraie faiblesse de compréhension du fonctionnement à l'international. Pour les militaires en particulier, cette faiblesse vient de ce qu'on y envoie, sauf exceptions, des gens qui seront marqués '*international*', on les y laisse et on ne les réutilise pas derrière.

Lorsqu'au Mali, nous avons transformé l'opération Serval en Barkhane, si nous avions dit, un peu à l'américaine, nous montons, sous commandement français, une vraie coalition, avec génération de forces, d'état-major... beaucoup nous auraient alors suivis. Mais il nous manquait les personnes idoines pour faire cela. Ce sont des personnes qui doivent être formées jeunes dans des organisations internationales.

L'OTAN sait faire cela. Malheureusement les Français n'y envoient pas toujours les meilleurs et ensuite on a du mal à les récupérer et à les faire "travailler". On en reste à cette idée qu'un officier doit faire de l'Interarmées pour avoir un parcours brillant. On oublie l'international.

La Turquie : l'avantage de la 'joint declaration' est que, pour tout ce qui s'y trouve, il n'est pas besoin de demander leur avis aux Turcs. J'ai vu par exemple, après ce qui s'est passé en Turquie, des officiers turcs de mon état-major devenir plus pressants sur la question européenne. Mais quand je pouvais leur montrer que tel ou tel sujet était dans cette déclaration commune, alors nous étions crédibles et disions "aucune raison pour revenir là-dessus".

Je ne connais pas vraiment la position du président ERDOGAN, mais dans le discours au moins et notamment chez les militaires, les Turcs se positionnent toujours pour intégrer l'UE. Cela leur permet également de se poser en victimes et aujourd'hui ils aiment bien cela.

Mais je maintiens que sans l'OTAN, qui permet de parler avec les Turcs à un haut niveau, ce serait beaucoup plus compliqué.

Américains et Britanniques : les Britanniques sont beaucoup plus offensifs au sein de l'OTAN. Ils sont arrivés à prendre des places clés et en bon nombre. Du côté UE, c'est violent, à la britannique, des camarades sont mis à la retraite alors qu'ils pouvaient espérer des carrières brillantes.

Ils ont pris le poste de Chairman du Comité militaire.

Ils ont pris le poste d'Assistant Secrétaire Général du DPP, pour les questions politiques.

Quid de la relation avec les Américains?

En fait, il faut aujourd'hui vraiment distinguer deux choses : la relation avec le Président américain et le reste. Le Président est "compliqué", "imprévisible" et donc pour évaluer telle ou telle relation avec "les Américains" il faudra sans doute attendre un peu et voir comment les choses évoluent.

Évolution de l'Allemagne : en pourcentage de PIB, l'Allemagne investit peu par rapport à l'objectif de 2% mais en valeur absolue cela fait quand même pas mal. Depuis Varsovie, elle a accepté de regonfler ses capacités, notamment dans le haut du spectre. Cela est notable, même si certaines déclinaisons seront probablement impossibles. Il y a notamment dans l'armée de terre la recréation de forces lourdes. Les Allemands restent très OTANIENS. Mais il y a un vrai plan. Ceci étant, si vous projetez dans la durée ce plan ambitieux et que vous le rapprochez de la démographie du pays, vous observerez un point d'inflexion en 2020. À moins de tabler alors sur un très fort appel à l'immigration, il y aura un problème immédiat!

Cela dit, le problème de la démographie concerne également à des degrés divers d'autres pays. Le sujet est essentiel et relativement prévisible mais il reste mal connu, sous-estimé...

Ce que je ne maîtrise pas est la volonté réelle des Allemands, au-delà de l'affichage vis-à-vis des Américains, d'atteindre les objectifs ambitieux de leur plan de renforcement.

Dans cette perspective, certains pays cherchent des solutions résolument. La Norvège par exemple se tourne vers des systèmes autonomes très élaborés.